



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
 DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-57
 Séance du 07 décembre 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le 07 décembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Deyrat, Lenoir, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala
 Mmes Enjalbert, Joannot, Palau, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Berard pouvoir à Mme Torrandell, Mme Gouard pouvoir à M. Perez, M. Huber pouvoir à M. Deyrat, M. Oudinot pouvoir à M. Castellon, Mme Pervent pouvoir à M. Caizergues

Absents : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Brigitte Torrandell

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 17

Procurations : 5

Absents : 1

Votants : 22

Date de convocation et affichage

03 décembre 2020

Objet : Convention de fonctionnement du service relais assistant maternel RAM Vène et Mosson : autorisation de signature

M. le maire donne la parole à M. Michel PEREZ, adjoint délégué à l'enfance et jeunesse, qui informe les membres du conseil municipal qu'une convention tripartite est conclue chaque année par la commune avec le Conseil Départemental et la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault afin de définir le niveau de financement du conseil départemental et participer aux frais de fonctionnement du Relais Intercommunal d'Assistants Maternels. Dans le cadre du soutien à la politique enfance-jeunesse des communes membres du RIAM, il apparaît nécessaire de poursuivre ce conventionnement avec ces partenaires.

M. Michel PEREZ précise que le niveau de financement était initialement de 33% sur les charges et salaires du 1.5 ETP initial, et de 20% sur le 1 ETP lié au développement du RIAM.

Le taux proposé par le conseil départemental sera désormais de 25% pour la totalité des salaires et charges versés aux animatrices, donc sur 2.5 ETP.

Il donne lecture du projet de convention et donne la parole aux élus qui le souhaitent.

Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire, après échange et à l'unanimité

- se prononce favorablement sur le projet de convention présenté,
- donne pouvoir à M. le maire pour signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Lavérune le 07 décembre 2020

Roger CAIZERGUES

Maire




Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

nomenclature : 7.4.2